



Le retour en grâce du nucléaire passe d'abord par l'allongement de la durée de vie des centrales

Prolonger l'existence des réacteurs plutôt que d'en construire de nouveaux est mieux accepté par l'opinion et coûte moins cher

Savez-vous qu'aux Etats-Unis on envisage maintenant de prolonger jusqu'à quatre-vingts ans la durée d'exploitation des centrales nucléaires? Ce dirigeant d'EDF ne boude pas son plaisir. Car si la construction de réacteurs a repris ces dernières années dans le monde – où l'on compte environ quarante chantiers, la plupart en Asie –, la renaissance tant vantée de l'atome civil passe d'abord par le « maintien en vie » des centrales en exploitation.

C'est le cas dans les pays qui ont maintenu l'option nucléaire ouverte (France, Etats-Unis...). Mais aussi dans ceux qui avaient annoncé une sortie du nucléaire après les accidents de Three Mile Island aux Etats-Unis (1979) et de Tchernobyl (1986) en Ukraine, comme la Belgique et l'Allemagne.

Les partisans du nucléaire n'ont jamais renoncé à revenir sur la fin programmée de cette énergie. En Europe, c'est la Suède qui a lancé le mouvement. Le gouvernement de centre-droit a annoncé, en février, qu'il autorisait la construction de centrales pour remplacer celles qui ferment. Un changement de pied dans ce pays qui a fermé deux de ses douze réacteurs (en 1999 et 2005) pour respecter l'engagement pris après le référendum de 1980.

La Belgique vient de lever son moratoire après des années de débats. Electrabel, filiale de GDF Suez, pourra exploiter jusqu'en 2025 (au lieu de 2015) ses trois réacteurs les plus anciens (sur sept).

Le cas de l'Allemagne, où dix-sept réacteurs fournissent 25 % de l'électricité, est le plus emblématique. La première économie européenne est très dépendante du gaz russe (40 % de sa consommation gazière). Les groupes d'énergie n'ont cessé de faire pression sur la chancelière chrétienne-démocrate, Angela Merkel, pour qu'elle revienne sur l'accord entre sociaux-démocrates (SPD) et Verts prévoyant une

sortie du nucléaire en 2021. Fin septembre, la victoire de la droite a changé la donne. Mais dans le cadre de leur contrat de coalition, conservateurs (CDU/CSU) et libéraux (FDP) n'ont scellé qu'un « accord de principe » sur la prolongation de certaines centrales, à la déception des groupes E.ON ou RWE.

La pression est partout très forte. En 2003, la Suisse a refusé par votation de prolonger le nucléaire, ce qui n'a pas empêché deux groupes d'énergie de déposer, en 2008, deux dossiers pour remplacer les deux réacteurs les plus anciens en 2020. Le premier ministre espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a fini par accepter la prolongation de la centrale de Garona (Castille-Léon) jusqu'en 2013, sans renoncer à l'abandon du nucléaire.

Aux Etats-Unis, où la rentabilité des actifs est scrutée par les industriels et les financiers, la prolongation jusqu'à soixante ans a été acceptée pour la moitié des 104 réacteurs en service, et d'autres devraient suivre. Au Royaume-Uni, où l'âge moyen du parc est de 37 ans (24 ans pour la France), le problème est de construire de nouvelles unités. Si EDF a racheté l'opérateur historique British Energy après la décision du gouvernement de Gordon Brown de relancer cette énergie, c'est aussi pour cela.

Reste la France, qui a décidé, en 2004, de relancer le nucléaire avec un réacteur de nouvelle génération, l'EPR. Dans un premier temps, EDF va néanmoins prolonger jusqu'à soixante ans la durée de vie de ses 58 réacteurs. En 2009, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a donné son feu vert de principe pour les 34 unités de 900 mégawatts (MW) – sous réserve d'une expertise réacteur par réacteur.

Prolonger la vie des centrales présente bien des avantages. Cela permet aux Etats d'afficher un meilleur bilan carbone – comme en Allemagne, encore dépendante du

charbon. C'est aussi une aubaine financière! Les réacteurs étant amortis, les gouvernements vont demander aux électriciens de rétrocéder une partie de leur rente nucléaire ainsi dégagée pour financer une baisse des tarifs ou un développement des énergies renouvelables, comme l'ont fait les Pays-Bas. Autant de pistes ouvertes en Suède, en Allemagne et en Belgique. Dans ce pays, Electrabel (GDF Suez) payera 1 milliard d'euros entre 2010 et 2014 pour prix de la prolongation de trois de ses sept réacteurs.

Les exploitants savent qu'il est moins coûteux de prolonger une centrale que d'en construire une nouvelle. EDF a calculé qu'il faut 400 millions d'euros pour prolonger de dix ans un réacteur de 900 MW, alors qu'un EPR coûte 4 milliards d'euros, même s'il est deux fois plus puissant (1700 MW) et exploité pendant soixante ans.

La prolongation a aussi des vertus politiques, en répondant aux inquiétudes sur les risques d'accident, d'attentat ou de prolifération qui augmentent avec le nombre de réacteurs et de pays nucléarisés. Les sondages sont convergents: les opinions européennes acceptent mieux une prolongation, voire le remplacement des centrales, qu'une extension du parc. Un relatif paradoxe dans la mesure où les nouveaux réacteurs sont plus sûrs.

Construire ou prolonger? Chez certains antinucléaires, la seconde option est un pis-aller face aux menaces du changement climatique. Pascal Husting, directeur de Greenpeace France, reconnaissait récemment qu'il préfère le maintien en activité de certains réacteurs pour éviter que la France de 2040 ne soit couverte d'EPR (*Le Monde* du 8 juillet). A condition, nuance-t-il, de l'inscrire dans une politique de sortie du nucléaire favorisant l'investissement dans les renouvelables et les économies d'énergie.